

criminelle, à l'inspection du bois de sciage et du bois carré, à l'amélioration du système postal, et aux moyens de rendre plus utiles les services de la police à cheval. Je n'ai présentement rien à dire de ces mesures, si ce n'est qu'aucune d'elles ne mettra le feu aux quatre coins du monde. Elles peuvent être bonnes ou mauvaises, mais nous n'en savons rien, et je n'ai rien à en dire, avant qu'elles soient présentées à la Chambre. La plupart sont sans importance, et je ne prévois pas qu'elles puissent avoir d'autre effet que de raprocher les statuts récemment révisés et de faire un gros volume de lois, cette année. Parmi les autres mesures annoncées, il en est une ayant pour but de développer notre commerce avec l'Australasie, au moyen d'un subside. Quant au subside, ce n'est pas le moment d'en parler, et mieux vaut attendre que les détails de la mesure soient connus, afin de juger dans quelle proportion elle peut réaliser le but proposé, savoir : le développement de notre commerce avec l'Australasie. Il me suffit de dire, que, de ce côté-ci de la Chambre, nous sommes favorables au développement de notre commerce avec n'importe quelle partie du monde. C'est la base de notre système ; l'extension du commerce constitue l'essence même de notre politique. Seulement, lorsque je vois les honorables députés de la droite se rendre jusqu'aux antipodes pour y développer notre commerce, je regrette qu'ils ne voient pas combien nous aurions d'avantages en allant frapper à la porte de nos voisins où ils seraient sûrs de trouver, à la fois, un marché meilleur et plus étendu. Mais, M. l'Orateur, dans le discours du trône que nous avons entendu hier, se trouve un trait caractéristique exceptionnel. Autant que je puis me rappeler, durant les dix dernières années, ce trait caractéristique n'a jamais existé dans le discours du trône. Il ne s'y trouve pas un mot de félicitations,—et les honorables députés n'en sont pourtant rien moins qu'avares, d'ordinaire,—au sujet de la condition florissante du pays, due en premier lieu à la politique nationale, et ensuite à la bonne récolte, un bienfait de la providence. Ni l'honorable député qui a proposé l'adresse, ni l'honorable député qui l'a secondée ne se sont complus, comme par le passé, à féliciter le pays des bienfaits répandus sur le pays par l'honorable premier ministre et ses collègues. Eh bien, M. l'Orateur, je tiens à montrer que je suis un adversaire généreux.

Sir JOHN A. MACDONALD : Ecoutez, écoutez.

M. LAURIER : Plus que cela, je prétends être un des admirateurs de l'honorable député, à bien des titres ; mais pour bien d'autres raisons aussi, si je scrutais sa carrière, j'y trouverais sujet de blâme et de censure. Aujourd'hui, toutefois, du moment que ses partisans négligent de le féliciter au sujet de sa politique, je me chargerai moi-même de cette tâche. Comment se fait-il qu'aucune allusion n'a été faite, aujourd'hui,—ou la légère allusion qui a été faite n'a été appuyée d'aucunes félicitations—à l'augmentation du prix des céréales ? L'honorable député qui a proposé l'adresse, a dit que, quoique la récolte n'ait pas été très bonne, toutefois le prix des céréales a considérablement augmenté depuis la dernière saison. Est-il possible, M. l'Orateur, que les honorables ministres ne reçoivent pas leur juste part d'éloges au sujet de l'augmentation du prix des céréales ? Ils ont oublié la promesse faite aux agriculteurs d'Ontario, en 1878, comportant qu'ils pouvaient régulariser le prix du blé et des autres céréales par acte du parlement. Ils n'étaient pas de simples mouches du coche : ils connaissaient tous les secrets de la législation, et du moment qu'on leur remettait le pouvoir entre les mains, ils promettaient mer et monde. Le prix des céréales se maintiendrait toujours à la hausse ; jamais il ne baisserait. De fait, après quelques années de la mise en force de la politique nationale, lorsque l'agiotage existait d'un bout du pays à l'autre, leurs partisans pouvaient affronter le pays et demander au peuple de voter en faveur du gouvernement, parce que, comme ils le prétendaient, le gouvernement avait augmenté

M. LAURIER.

le prix du blé de \$0.79 à \$1.40 le minot. Il est vrai que plus tard, le prix baissa, et il n'y a pas de doute que l'honorable premier ministre dût être assailli de demandes pour qu'il mît en œuvre ces ressources secrètes de législation qu'il s'était vanté de posséder pendant qu'il était dans l'opposition, et qu'il rétablît les prix. Mais, en dépit de ces instances, l'honorable premier ministre est resté inflexible pendant plusieurs années : il remit les pétitionnaires de lendemain en lendemain, mais à la fin, nous voyons maintenant le prix des céréales à la hausse encore une fois. Et, pourquoi, je le demande encore, pourquoi n'a-t-il pas été fait mention de cela ? Dans le passé, les honorables ministres ne montraient pas autant de modestie ; et je veux leur décerner la juste part d'éloges qu'ils méritent.

Mais, M. l'Orateur, s'il n'est pas fait mention de ce fait aujourd'hui, c'est que les cultivateurs d'Ontario, qui, dans un temps, ont ajouté foi à ces promesses, se sont rendu compte de leur naïveté absolue. Les cultivateurs ont enfin compris que les droits sur le blé et les céréales, quoiqu'ils gênent le commerce, quoiqu'ils soient préjudiciables aux populations des provinces maritimes et de la province de Québec qui achètent du blé, en dépit qu'ils soient une taxe funeste, que ces droits, dis-je, ne leur sont toutefois d'aucun avantage, et ils comprennent maintenant que la prétendue politique nationale, en autant qu'elle touche à leurs intérêts, est une moquerie, un leurre et un piège. Je dis un piège, et le mot n'est pas trop fort. L'honorable premier ministre et ses collègues, avaient l'habitude—une de ces habitudes puériles qu'on pardonne aisément—de dire, non pas absolument, qu'ils étaient les dispensateurs des bienfaits de la providence, mais d'y faire allusion sur un ton badin ; et il y a quelques jours, on faisait des recherches dans un autre but, j'ai mis la main sur un discours prononcé par mon honorable ami, à Saint-André, au Nouveau-Brunswick, le 8 août 1887, et peut-être m'entendra-t-il avec plaisir, en citer le passage suivant devant la Chambre. Il disait alors :

Quelle part que j'aie, c'est une grande satisfaction pour moi de trouver des indices du bon gouvernement conservateur. Je constate que, dans toute l'étendue du Canada, la récolte est excellente, et naturellement, ce grand bienfait est dû à un gouvernement bon, fort, honnête, et patriotique. En toutes circonstances, nous avons essayé de convaincre les grits de l'erreur qu'ils commettaient en nous combattant. Sous le régime grit, parut d'abord, la mouche hessoise, suivie du charançon ; et plus tard, lorsque le gouvernement Mackenzie vint au pouvoir apparut la punaise à patates du Colorado. Maintenant, nous avons une moisson pleine de promesses, des populations heureuses, et un pays prospère.

Eh bien, M. l'Orateur, par parité de démonstration, si l'honorable premier ministre avait visité les environs de la ville qu'il a l'honneur de représenter dans cette chambre, la bonne ville de Kingston, au cours de l'été dernier, il aurait vu là les conséquences d'un gouvernement conservateur bon, fort et honnête ; il aurait trouvé des endroits où toutes traces de végétation avaient été détruites par le soleil.—

Un DÉPUTÉ : Il était alors absent du pays.

M. LAURIER : Dans les provinces de l'est et dans le bas du fleuve Saint-Laurent, il aurait pu trouver d'autres conséquences d'un gouvernement conservateur bon, fort et honnête, dans des champs dévastés par les pluies. Vraiment, il me paraît que la providence a oublié l'honorable premier ministre, car le pays est affligé par le feu et par l'eau, en même temps. D'après les informations que j'ai recueillies sur les environs de la ville que représente l'honorable premier ministre, cette région où l'on fait l'élevage se trouve presque en état de famine. Il y a peu de jours, les journaux disaient qu'un cultivateur de ces endroits a vendu deux vaches laitières et un veau du printemps pour la somme de \$25, et d'après ce que m'ont rapporté les voisins, ce cas n'est pas unique ; et n'étaient les moyens de communication facile que nous avons par chemin de fer, cette section du pays se trouverait dans un véritable état de famine. Si la population de cette section du pays se trouve forcée de sacrifier ses bestiaux, parce qu'elle n'a pas un